

le journal de BAUDELIQUE OCCUPÉ

depuis juillet 2009 par les travailleurs sans-papiers de la Csp 75

NUMÉRO UNIQUE • Mardi 3 Août 2010 • 50 centimes

SOMMAIRE • page 2-3, Un an à Baudelique. Et maintenant ? • page 4, Csp 75 : La voix des délégués • page 5, Csp 75, Déclaration : Nous quittons Baudelique. • page 5, Voix de femmes • page 6, La leçon du passé. • page 6, Le « dérivatif » Raymond Chauveau. • page 7, Voix de soutiens • page 8-9, Qui sont les dissidents ? • page 10, LA PAROLE AUX COLLECTIFS DU « MINISTÈRE DE LA RÉGULARISATION » : Quitter Baudelique ? La Csp 75 ne nous a pas consulté. • page 11, Où va la Csp 75 ? • page 12, Après le « Paris-Nice » des sans-papiers, pourquoi pas le « Tour de France » ou le « Paris-Dakar » des sans-papiers ?

« NOUS QUITTONS BAUDELIQUE LE 7 AOÛT DE NOUS-MÊMES » (CSP 75)

C'est un cycle de luttes qui se clôt avec cet acte de la Csp 75. Un cycle qui avait commencé le 2 mai 2008 avec l'occupation de la Bourse du travail de Paris, et qui aura duré en tout deux ans et trois mois.

En soulignant le caractère volontaire de cette décision, la Csp 75 semble vouloir donner le signal d'un changement. Comme pour dire : il est temps de passer à autre chose. Un temps d'arrêt pour tourner la page.

Mais il ressort aussi autre chose des articles réunis dans ce journal, et de leurs non-dits tout autant que de leurs dits. Un réel désir de faire une pause, comme une halte au cours d'une longue marche. De prendre du repos pour soigner les blessures, qui sont nombreuses, aux pieds des marcheurs. Ceci n'est pas qu'une métaphore. Il suffit de voir combien le thème de la marche (la marche Paris-Nice des sans-papiers) traverse tout au long, quoiqu'un peu timidement évoqué, ce journal, pour finalement éclore en toute dernière page.

Enfin et surtout, tirer la leçon du départ du Boulevard du Temple, il y a plus d'un an. C'est-à-dire : attendons voir ce qu'il en sera des promesses de la préfecture. Promesses identiques à celles, non tenues, d'il y a un an : 300 convocations aux fins de régularisation. Car voilà, s'agissant de sans-papiers, aujourd'hui en France, ce mot, régularisation, n'est pas qu'un mot, c'est un drame humain, et ce n'est qu'en complément qu'il définit aussi une démarche administrative. Ce mot est comme un monstre fabuleux, un mur, mais fait de chair et de sang, et en haut duquel se perche cet être monstrueux qui se nourrit de leur substance d'êtres humains, l'idée fixe de la régularisation.

Ce que savent trop bien les cerveaux de la préfecture, quand, loin de reconnaître un quelconque droit, ils font leur habituel marchandage : partez, et en échange l'on vous promet la possibilité d'un octroi d'un certain nombre (très insuffisant) de régularisations.

Comme ils tranchent à même la chair vive, ils connaissent d'avance ce qu'ils vont obtenir : la division, et l'affaiblissement de la lutte. Car, d'une part, des sans-papiers dans une attente de tous les jours depuis de longues années, humainement, ne sont pas à même de résister au mirage de la régularisation ; et, d'autre part, ceux qui savent qu'ils ne rentreront pas dans « les critères » ne sont pas prêts à quitter l'occupation.

Cette division a été hier le lot du Boulevard du Temple. Et elle l'est, selon toute apparence, aujourd'hui de Baudelique. Ainsi la préfecture fait planer son chantage sur tout le mouvement, et prend en otage, face à lui, ses représentants les plus capables, en butte à toute sorte d'accusations.

Mais cette fois-ci, en réponse à l'œuvre de division, l'espoir pourrait être en sens inverse. Les collectifs de sans-papiers rassemblés au sein du « ministère de la régularisation » ont tenu, dimanche 1^{er} août, une réunion dans laquelle ils ont su dépasser leurs divisions, réaffirmer, en ce moment, leur volonté d'action commune, et composer un appel pour un départ unitaire et pacifique. Est-on en train de voir ainsi se dessiner un début de dépassement de la parcellisation du mouvement ?

<http://bourse.occupee.free.fr> • coordination75@gmail.com

Un an à Baudelique. Et maintenant ?

Pourquoi avons-nous décidé de quitter Baudelique et quel bilan je fais de l'année écoulée ?

Pour répondre à ces deux questions, je vais faire d'abord un pas en arrière et rappeler brièvement quelques antécédents.

POURQUOI

La Coordination 75 des sans-papiers avait occupé la Bourse du travail parisienne le 2 mai 2008 pour attirer l'attention publique sur les conditions particulièrement dures des *travailleurs sans-papiers isolés*, c'est-à-dire non protégés par les syndicats parce qu'ils sont employés dans de trop petites entreprises, et aussi pour conduire la lutte de ces sans-papiers à partir d'un *lieu ami* susceptible à la fois de les soutenir et de leur offrir un point de ralliement et de coordination.

Notre démarche, au lieu d'être favorablement accueillie par les syndicats comme nous nous y attendions, a occasionné de longues et fortes tensions avec eux et d'autres organisations et associations. Pour les raisons et la chronique raisonnée de ces 14 mois d'occupation et de lutte, je renvoie aux 12 premiers numéros de notre publication de l'époque, *le journal de la Bourse du travail occupée*.

Finalement, l'incompréhension des syndicats envers nous a été tellement forte, que les sans-papiers ont été expulsés *manu militari* de la Bourse du travail le 24 juin 2009 par la CGT. Voir, là-dessus, les témoignages recueillis dans le numéro 13 et dernier publié de notre publication mentionnée.

Les sans-papiers expulsés et leurs familles ont ensuite campé pendant plus de trois semaines sur le trottoir du boulevard du Temple, tout contre le mur de l'annexe Varlin de la Bourse du travail. C'est en quittant ce campement provisoire que, le 17 juillet 2009, la CSP 75 a investi et occupé les locaux désaffectés de la CPAM, rue Baudelique, dans le 18^e arrondissement de Paris.

Voilà le déroulement des événements qui nous ont amenés à occuper Baudelique. Notre objectif immédiat était celui de disposer d'un lieu pour continuer la lutte pour la régularisation des sans-papiers expulsés de la Bourse du travail, mais, en même temps et en perspective, tout comme à la Bourse, c'était aussi d'organiser un lieu unitaire de rassemblement et de lutte pour la régularisation de tous les sans-papiers de la capitale et de sa région aussi bien que de toute la France.

Je tiens ici à souligner ce fait que, quoique l'action ait été menée avec le soutien logistique de la CGT-nettoieusement et du NPA, politiquement elle a été voulue et préparée par la CSP 75 avec des vues plus larges.

LE BILAN

L'occupation en tant que telle, pendant toute sa durée, n'a été le fait que des quatre collectifs de la CSP 75 (et, pendant quelques mois, aussi du CSP TK, collectif des sans-papiers turcs et kurdes). Mais en même temps nous avons lancé tout de suite un appel à tous les collectifs de

sans-papiers et aux associations et organisations politiques de gauche pour se réunir et s'organiser de façon unitaire et efficace en vue de l'objectif commun, par tous et toujours affiché : la régularisation de tous les sans-papiers.

C'est ainsi qu'au 14 rue Baudelique est né le « *Ministère de la Régularisation de Tous les Sans-Papiers* ».

Ici, il faut distinguer : d'un côté les collectifs, de l'autre les organisations et associations.

Quant aux collectifs, l'invitation de la CSP 75 (adressée aussi à la CNSP, coordination nationale des sans-papiers) a été de remettre sur pied l'unité du mouvement au niveau national. Dix collectifs nous ont rejoint, puis deux autres, et ça fait que, au sein du « *ministère* », seize collectifs de sans-papiers sont réunis. Je ne dis pas ces chiffres par goût de les coucher sur le papier. Cette unité des collectifs a porté, comme son expression majeure, à la grande manifestation des sans-papiers du 10 octobre 2009. Plus de 10.000 participants dans les rues de Paris, la plus grande manifestation noire-africaine de l'histoire de la France contemporaine.

Quant aux quelques organisations et associations françaises qui nous donnent publiquement leur soutien, je regrette par contre d'avoir à dire que, malgré les réunions unitaires hebdomadaires pour discuter des moyens de lutte commune et des perspectives, il n'y a pas eu d'unité. Ceci même pas au niveau élémentaire de nos manifestations de chaque semaine, où leur absence (à la seule exception de Simone de la Fasti) a été continuelle et choquante pour nous tous.

D'autres manifestations de l'ensemble des collectifs du « *ministère* » qu'il vaut la peine de rappeler ont été celle du 14 novembre 2009 sur le Ministère de l'émigration (5000 participants) et, à partir de février 2010, les manifestations « *itinérantes* » sur les préfectures des départements d'Île de France, dans le but spécifique de la réception et reconnaissance des collectifs franciliens du « *ministère* » par les préfectures de ces départements.

Sur ce point du « *ministère* », il n'est pas hors de propos d'ajouter ici un mot. Depuis notre décision de quitter Baudelique, c'est très à la mode de nous accuser d'antidémocratie puisque nous n'avons « *pas consulté* » les autres collectifs. Je veux tout de même rappeler que la CSP 75, après l'occupation, avait invité tous les collectifs à venir occuper et à établir leurs propres espaces, invité aussi toutes les associations et organisations en leur demandant d'installer chacune son stand, à l'instar d'une grande expo commune et permanente. Si personne ne l'a fait, si les sans-papiers de la CSP 75 sont restés et sont les seuls occupants de ce lieu, à qui la faute, à la CSP 75, peut-être ? N'est-ce pas, à l'inverse, bien peu démocratique de venir, de l'extérieur, nous donner des leçons de démocratie, de vouloir s'ingérer dans les décisions et l'autonomie des occupants, sans être soi-même occupant ?

La CSP 75 n'interdit à personne de rester. Ceci est très clair avec le nouveau collectif des soi-disant « *oubliés* ». Nous leur conseillons, dans leur intérêt aussi bien que dans l'intérêt commun du mouvement, de se joindre à nous et de réintégrer la CSP 75, nous sommes prêts à les accueillir à bras ouverts, comme des frères. Ceci dit, libre à eux de rester pour continuer l'occupation de leur propre chef, s'ils le veulent. De même, libre aux autres collectifs de sans-papiers du « *ministère* », libre aux associations et aux soutiens de se joindre à eux et venir occuper à leur tour, en pleine autonomie. Mais, pareillement, nous leur

demandons de respecter là-dessus l'autonomie de décision des sans-papiers de la CSP 75. Les « oubliés » disent, pour retarder la date du départ, d'avoir 700 adhésions parmi les occupants, nous en avons largement plus de mille qui nous disent, depuis pas mal de temps : « *Le 7 août c'est trop tard, y en a marre de cette situation d'im-passe avec la préfecture, nos dossiers sont bloqués depuis des mois, il faut sortir tout de suite !* » Et je rappelle aussi que notre décision a été prise très démocratiquement par les sans-papiers en assemblée générale de chacun des quatre collectifs qui composent la CSP 75.

Bon, je m'excuse pour cette digression, elle m'a semblé importante dans le moment présent. Je reviens au bilan de l'occupation.

Quant à son organisation et à la discipline des occupants, la CSP 75 a tenu tout de suite un discours très net. Dès le troisième jour, une assemblée générale a été tenue où il a été dit très clairement que l'occupation de Baudelique ne pouvait être rien de plus qu'un lieu de lutte pour obtenir la régularisation. Et nous avons, pendant des mois, empêché que les gens s'installent dans les étages. Mais par la suite beaucoup de sans-papiers ont été attirés par l'occupation, ils sont venus s'inscrire en nombre (aujourd'hui nous comptons plus de 8000 adhérents) et aussi, en partie, occuper les espaces et hangars du rez-de-chaussée. Lorsque, au mois de décembre 2009, les grands froids sont venus, il n'a plus été possible d'interdire aux gens de monter dans les étages. Cela a donc été fait avec l'approbation de la CSP 75, mais cette raison n'est plus valable depuis la fin de la saison froide.

Il y en a qui estiment que le bilan de l'année écoulée serait globalement négatif parce que le nombre de régularisations a été inférieur à celui de l'année d'occupation de la Bourse du travail. Mais un tel bilan exclusivement « comptable » est trompeur et reste bien en deçà de la réalité. Ce qu'il faut aussi mettre en compte c'est notre force actuelle et les jalons posés, les perspectives pour les luttes à venir.

J'ai déjà parlé de l'unité retrouvée des collectifs de sans-papiers au sein du « ministère ». Les différentes formes d'action de celui-ci ont eu leur expression ultime et plus médiatisée (en particulier dans la presse locale des différentes régions parcourues) dans la marche des sans-papiers Paris-Nice du 1^{er} au 30-31 mai (manifestations unitaires sur le CRA de Nice le 30 et contre le sommet Francafrique le 31). Je parlerai des nouvelles perspectives d'action qui s'ouvrent après cette marche dans l'article du journal qui lui sera consacré [voir p. 12]. Sur cette même base, sur l'initiative des collectifs des « états généraux des luttes des sans-papiers » seront appelés prochainement.

J'ajoute qu'en plus de cela plusieurs activités ont vu le jour à l'occupation grâce à de nombreux soutiens individuels. Soutien scolaire, cours d'alphabétisation française, cours d'informatique, activités culturelles et artistiques (en musique, formation d'un orchestre panafricain), expositions, projections vidéos, « atelier de livres en carton » [voir interview de Métié, p. 7], atelier de *Vélorution* (réparation de vélos), etc... Ce dynamisme qui a été celui de l'occupation doit pouvoir se poursuivre ailleurs tout comme l'activité du « ministère », c'est même pour cela que nous demandons et recherchons un autre lieu propre à nous recevoir.

Je rappelle enfin notre infatigable dessinatrice Laura, qui accompagne notre lutte depuis le début de l'occupation de la Bourse du travail et qui a continué son activité quo-

tidienne à Baudelique. À ses côtés, une nombreuse délégation de sans-papiers a participé à la biennale d'art contemporain de Lyon, où ses dessins ont été exposés du 14 septembre 2009 au 4 janvier 2010, avec aussi la projection en continu des vidéos sur l'occupation de la Bourse.

LE DÉPART

Par rapport à la sortie, je ne vais pas m'étendre là-dessus car c'est le sujet même de ce journal et d'autres camarades vont sans doute en parler. Personnellement, je pense que ce qui a surtout poussé le gouvernement et la préfecture à nous demander de partir, c'est la marche Paris-Nice. Cette marche a vu autour de nous une affluence vraiment exceptionnelle de « gens du cru », comme disent ces Français eux-mêmes. Nous avons été très chaleureusement reçus par 23 maires de gauche. Même que notre séjour a été financé, dans leurs villes, par deux maires UMP et par deux conseils régionaux (en soutien ouvert à la marche et à son objectif, la régularisation des sans-papiers). À mon sens, tout cela ne va pas sans créer des problèmes au gouvernement.

Pour parler en connaissance de cause de notre décision de quitter Baudelique, il faut s'arrêter un instant sur l'aspect judiciaire. Nous sommes passés en référé en septembre 2009, et nous avons fait appel contre l'ordonnance qui nous enjoignait de partir. Dans le délibéré de l'appel (28 mai 2010), les juges ont confirmé l'expulsion de ces locaux de deux responsables de la CSP 75 et de leurs familles. C'est en s'appuyant sur cet arrêt que la préfecture, dans une première rencontre le 25 juin (après la marche), est intervenue pour demander à la CSP 75 de partir, en nous informant aussi que la CPAM avait entre-temps trouvé un acquéreur [voir encadré] et que c'était là un motif de plus qui l'obligeait à nous demander de quitter les lieux ou sinon à nous expulser par la force.

Avant de m'arrêter pour laisser la parole à mes camarades au sujet des rencontres postérieures en préfecture et des discussions au sein de l'occupation, j'ajoute seulement qu'à la dernière rencontre on nous a informés que le guichet spécial [voir *Déclaration*, p. 5] sera ouvert dès le 7 août au centre de réception des étrangers, boulevard Ney.

(Propos recueillis le 17, 19 et 30 juillet)

L'acquéreur des locaux de la CPAM de la rue Baudelique

D'après le site d'informations en ligne du 18^e arrondissement dixhuitinfo.com, il s'agit de la société Euro Credim, qui « souhaiterait construire une maison de retraite, une crèche et des logements sociaux et privés ».

« Avant l'occupation, la mairie avait souhaité acheter ces locaux », mais elle avait offert 29 millions d'euros, alors que la CPAM en demandait 32. Aussi « les négociations avaient été rompues en mars 2009 ».

La voix des délégués

Barro et Ly sont délégués de la CSP 75, ils parlent du départ de Baudelique, des rencontres en préfecture et des discussions au sein de l'occupation suite auxquelles cette décision a été prise. Hakim Chaoua est, dans la CSP 75, délégué des Maghrébins. Son témoignage s'arrête en particulier sur la marche Paris-Nice.

Barro et Ly. Le 25 juin une rencontre nous a été fixée en préfecture avec le chef de la police, M. Quastana. Notre but était de faire le bilan des dossiers, et aussi, après la conclusion de la marche Paris-Nice, d'en faire le compte-rendu. Mais nous nous attendions également à ce que la préfecture nous pose la question générale de l'occupation, car fin mai nous avons reçu le référé du tribunal enjoignant à deux de nos responsables de quitter les lieux, et puisque depuis trois mois nos dossiers étaient bloqués ; plus de régularisations. Pour les dossiers, Quastana nous a informés qu'à ce jour (25 juin) les dossiers déposés étaient 1088 depuis le début de l'occupation de la Bourse du travail, que 480 avaient été examinés et 250 régularisés (les derniers fin mars).

Après le récit de la marche, la question de ce blocage des dossiers a été posée, la réponse a été que l'occupation de Baudelique en était la cause. La CPAM a trouvé un acquéreur qui va construire une maison de retraite, une crèche, des logements privés et sociaux. C'est alors que Quastana nous a invités à quitter les lieux à l'amiable, en nous assurant qu'une telle décision de la part de la CSP 75 renforcerait les liens de collaboration et que l'examen de nos dossiers en serait facilité, il nous a invités aussi à choisir nous-mêmes la date.

Nous avons demandé un délai de trois semaines pour discuter de tout cela avec les sans-papiers, car c'était à eux de prendre la décision. Finalement, on a convenu d'une nouvelle rencontre après une seule semaine, le 1^{er} juillet.

Nous avons donc tenu une assemblée générale des sans-papiers dès le lundi 28 juin, à 18 heures, l'heure que la plupart rentrent du travail. Sissoko, notre porte-parole, a expliqué la raison du blocage des dossiers. La parole a donc été donnée aux sans-papiers pour qu'ils s'expriment et prennent leur décision. Il y a eu 45 inscrits pour parler, mais 22 seulement ont pu le faire (tantôt des délégués, tantôt de simples adhérents), et parmi eux trois seulement se sont exprimés contre le départ. Les 23 restants n'ont pas pu prendre la parole à cause de l'heure tardive et parce qu'il y a eu des prises de bec. Pour ces mêmes raisons, une décision n'a pas pu être prise ; les interventions et les vives discussions ont trop traîné en longueur.

Depuis cette assemblée, la tension interne à Baudelique n'a fait que grandir, avec même des épisodes de violence. Et, depuis, un groupe de dissidents a commencé à se faire entendre, ils mettent en doute la véracité du compte-rendu fait par Sissoko de la rencontre en préfecture, ils soutiennent que ce n'est pas celle-ci qui a demandé le départ, mais bien les délégués qui ont soumis ce point au vote de l'assemblée de leur propre chef. Afin de nous contrôler, ils ont même demandé leur présence (à deux) à la rencontre suivante en préfecture. La CSP 75 n'a pu que refuser, cela étant contraire à toutes nos règles de fonctionnement depuis toujours. Ce ne sont pas ceux qui veulent qui vont aux rencontres avec les autorités, mais ceux qui ont été désignés pour cela.

C'est alors que la CSP 75 a demandé à ses quatre collectifs de se réunir en assemblée générale des adhérents, pour que chaque collectif décide en sa pleine autonomie. Dans ces assemblées, la décision de quitter les lieux a été prise : dans trois collectifs à l'unanimité, dans un à la majorité des voix. Nous tenons à préciser qu'aucune forme de pression n'a été exercée par la CSP 75 sur ses adhérents, pour qu'ils votent dans un sens ou dans l'autre. Les votations ont été libres, les décisions prises démocratiquement.

Successivement, les environ 130 délégués des collectifs de la coordination se sont réunis pour décider la date du départ,

le 7 août a été retenu. Ce jour-là, au départ de Baudelique, une grande manifestation ira jusqu'à République, avec tous nos soutiens, en particulier ceux des comités d'accueil de la marche des sans-papiers Paris-Nice.

Entre-temps, les réunions en préfecture se sont succédé. M. Quastana nous a informés que, le jour même de notre sortie, 300 convocations nous attendent. Tout en confirmant que pour la préfecture il n'y a à Baudelique qu'un seul interlocuteur, la CSP 75, il nous a aussi donné l'assurance que, si à notre départ le 7 août des occupants restent sur les lieux, la CSP 75 n'en saura être tenue pour responsable, que cela n'aura pas d'influence sur nos rapports et ne retardera pas l'examen de nos dossiers, enfin que cela ne saurait se passer d'aucune manière comme après le départ du boulevard du Temple.

D'ici là, il y a bien entendu tous les problèmes internes à résoudre, et non seulement celui de préparer nos bagages, mais aussi tout le travail de recensement des gens qui quittent les lieux, pour pouvoir continuer nos activités normalement après la sortie... et puis, des logements à trouver pour les personnes qui en venant à l'occupation ont résilié leur bail... et enfin, aussi un lieu pour la CSP 75, pour continuer dans la dignité cette lutte commencée à l'occupation de la Bourse du travail, pour le suivi des dossiers déjà déposés, pour celui des dossiers qui restent à déposer, pour pouvoir disposer et faire fonctionner tout le matériel entre autres informatique acquis depuis, grâce à la générosité de nos soutiens.

Hakim. Personnellement, je suis d'accord pour partir. Les sans-papiers Maghrébins ont fait deux réunions et personne n'a dit qu'il va rester, je pense donc qu'ils vont tous ou presque partir le 7 août.

J'ai fait aussi une réunion avec les Bengalis pour expliquer les raisons du départ. Mais avec eux la compréhension n'est pas facile à cause de la langue, je pense que beaucoup n'ont pas compris la situation, je ne saurais dire ce qu'ils vont faire.

Pour les Maghrébins, il y en a qui sont adhérents de la CSP 75 depuis plusieurs années, certains même depuis 2002, 2003. Entre nous et les autres Africains, il n'y a pas de différence au sein de la CSP 75, ni pour les dossiers ni pour la mobilisation. Pas mal d'entre nous dorment à l'occupation. À celle de la Bourse du travail il y a eu au moins une vingtaine de régularisations, mais à Baudelique il n'y en a pas eu, nos dossiers sont bloqués tout comme ceux des autres.

Les dossiers bloqués, c'est l'élément négatif de cette occupation. C'est pour les débloquent qu'on a pensé à la marche. J'ai été moi-même un des marcheurs. On était une dizaine dans le service d'ordre, chargés, à tour de rôle, aussi de la circulation, avec de grandes pancartes sur le dos, un peu comme des hommes-sandwiches. Pour l'accueil vraiment exceptionnel tout au long, et auquel on ne s'attendait franchement pas, je veux dire seulement que notre regard de sans-papiers sur le peuple de France a changé. Des Parisiens nous avaient dit de faire très attention aux fascistes, etc., par contre, non seulement nous n'avons jamais été inquiétés, mais les gens de province ont toujours été à nos côtés comme des frères pour demander notre régularisation. Nous avons découvert une autre France, cela nous a beaucoup touchés. Ce que j'ai particulièrement remarqué et apprécié c'est qu'à chaque ville ou village où nous avons fait étape, on ne nous lâchait jamais sans que le relais soit fait avec les gens de l'étape suivante, souvent on s'est joint à nous pour nous accompagner, une, deux, trois étapes. Cet accueil c'est quelque chose qui m'a profondément marqué, et il me semble que ce détail du relais illustre bien la chaleur et la prévenance qui nous ont toujours accompagnés.

Pour moi, c'est cette marche qui, en permettant de construire un nouveau réseau de soutiens et d'autres collectifs dans toute la France, a été l'élément le plus positif de Baudelique. Un autre élément positif ont été les réunions unitaires hebdomadaires du « ministère de la régularisation », il ne faudrait pas qu'en partant cela cesse.

(Propos recueillis le 18 et 24 juillet)

« Nous quittons Baudelique »

Après des demandes répétées de la Préfecture de Police de Paris, la CSP 75 a décidé de quitter les locaux désaffectés de la CPAM, 14 Rue Baudelique, Paris 18^e, qu'elle occupe depuis le 17 juillet 2009. À la suite de son expulsion violente de la Bourse du travail de Paris, il s'agissait de disposer d'un lieu de coordination où poursuivre sa lutte légitime en vue de la régularisation de ses adhérents sans-papiers - la plupart ressortissants des anciennes colonies françaises d'Afrique -, et aussi de la régularisation de tous les sans-papiers de France.

La Préfecture nous a informés que la CSP 75 ne peut de toute façon plus rester longtemps dans ce lieu. La CPAM, propriétaire des lieux, a trouvé un acquéreur, et elle est dans l'attente, après la décision de justice à nous défavorable, de récupérer ses locaux libres pour réaliser la vente. Dès lors, soit nous partons de nous-mêmes à l'amiable, soit il y aura expulsion par les forces de police.

La Préfecture nous a communiqué aussi son souhait que les rapports liés avec la CSP 75 depuis une dizaine d'années n'aient pas à s'en ressentir et à s'arrêter. Elle nous a assuré que, si la CSP 75 part d'elle-même, ces rapports seront renforcés et nos dossiers examinés selon un calendrier et des critères plus favorables. Mais si par contre la force se rendait nécessaire pour l'évacuation, alors elle mettrait fin à ces rapports. La CSP 75 ne peut pas vouloir cela. Ce serait saper un long travail de dix ans, alors même que la tâche actuelle est de préserver l'unité du mouvement et de le faire sortir de l'impasse pour le relancer sur de nouvelles bases au profit de tous les sans-papiers.

La CSP 75 n'a pas épargné ses efforts d'information et de communication envers ses adhérents, concernant ces demandes et promesses de la Préfecture. Finalement, les 4 collectifs qui forment la Coordination, réels occupants des lieux, ont tenu chacun une assemblée générale de leurs adhérents. Au cours de ces assemblées la décision de quitter Baudelique a été prise, à la majorité des voix dans un collectif, à l'unanimité dans les trois autres.

Notre proposition, acceptée par la Préfecture, fixe le départ au 7 août 2010, à l'occasion d'une manifestation de la Rue Baudelique à la Place de la République, suivie d'une grande fête dans cette place avec nos soutiens, en particulier ceux de province qui nous ont si chaleureusement accueillis lors de la marche des sans-papiers Paris-Nice, en mai dernier. Ce jour même, 300 convocations nous attendent à un guichet spécial ouvert en Préfecture.

Par le choix très clair de ses adhérents, la CSP 75 montre qu'elle sait mettre fin d'elle-même à une occupation, pour s'engager dans de nouvelles formes de lutte. Toutefois, pendant et après ces votations, de chaudes et parfois violentes discussions ont eu lieu et de fortes résistances se sont fait jour qui persistent.

La CSP 75 compte actuellement plus de 8000 adhérents, dont 1600 environ occupent de manière permanente les locaux de la CPAM. Parmi ces occupants permanents, environ 1250 ont décidé de partir le 7 août, mais d'autres refusent, et certains sont allés jusqu'à remettre la carte d'adhérent de la CSP 75 contre une autre carte à un soi-disant collectif d'« oubliés de Baudelique ». Ces récalcitrants sont persuadés qu'après l'évacuation de la Bourse du travail, il y a un an, ceux qui étaient restés sur le Boulevard du Temple ont tous obtenus des papiers, mais en fait il n'y en a eu que 6 sur 66. Un certain nombre de soutiens semblent appuyer ces récalcitrants.

La CSP 75 déclare donc publiquement que :

- ces personnes, par leur libre choix, ne sont plus des adhérents de la CSP 75 ;

- après le 7 août, jour où la CSP 75 quittera Baudelique, elle ne saura plus être considérée comme responsable, de quelque manière que ce soit, de la conduite de ces personnes ;

- elle exhorte tous ceux qui hésitent encore sur le parti à prendre à bien mesurer la réalité de la situation et l'intérêt commun, donc à rejoindre la majorité des sans-papiers de la CSP 75 pour continuer au grand jour la lutte pour leur régularisation.

Voix de femmes

Nacera est adhérente de la CSP 75 depuis quelques mois seulement. Évelyne est déléguée du 11^e collectif depuis plusieurs années ; elle s'est beaucoup dépensée pour expliquer aux nouveaux venus la situation et les enjeux de la décision de quitter l'occupation.

Nacera. Je suis à l'occupation depuis dix mois, c'est une copine sans-papiers déjà adhérente à la CSP 75 qui m'a amenée. Je suis d'accord pour partir, non seulement parce que tous nos dossiers sont bloqués en préfecture, mais aussi parce que je pense que résister à la force, dans notre situation de sans-papiers, ne nous ferait que du mal. Et puis, je suis aussi bien aise que l'occupation se termine parce que les conditions de vie et d'hygiène, surtout pour ceux qui comme moi séjournent ici jour et nuit, sont souvent très difficiles. J'ai régulièrement participé aux manifestations, aux réunions, et j'ai aussi donné des cours d'alphabétisation, car, ayant enseigné pendant 22 ans dans un collège en Algérie, j'ai la chance de bien parler et écrire le français. L'occupation a été un lieu de rencontre et d'union entre les sans-papiers et aussi

avec certains soutiens individuels, cela nous a fait créer des liens aussi bien amicaux que de solidarité et nous a fait, je pense, dans l'ensemble mûrir.

Pour ce qui est de l'avenir, et pour continuer la lutte avec satisfaction de tout le monde, je fais confiance aux délégués. D'après ma courte période d'adhérente, j'ai pu comprendre qu'ils ont tous ou presque une longue expérience de lutte, et puis ils s'en tiennent à des méthodes pacifiques. J'ajoute, par rapport au cas spécifique des Algériens, que pour nous la lutte est encore plus difficile que pour les autres, les accords d'État franco-algériens nous empêchent d'être régularisés par le travail.

Évelyne. Les soit-disant « dissidents » pour moi n'existent pas, et ils ne mériteraient même pas qu'on en parle. En fait il ne s'agit que de quatre individus, et en particulier d'un seul, le meneur qui vient tout juste de partir au Sénégal. Depuis, les différends se sont calmés. Aussi mon sentiment et mon souhait sont que le 7 août tout se passera dans le calme, en tout cas bien plus qu'on ne le craignait. Et là je m'arrête sur ce sujet, car il n'y a rien de plus à ajouter.

En revanche je souhaiterais dire quelques mots sur le bilan de cette année d'occupation. Après le boulevard du Temple, la plupart des organisations et associations (sauf, je le dis par souci de clarté, la Fasti, le Mrap et la Mec) pensaient que la CSP 75 était morte, et nous aussi nous avons douté, non pas de nous-mêmes, mais de l'écho que pouvait trouver notre appel à l'unité de tous les collectifs et soutiens. Par contre, un mois après, nous avons commencé à avoir des réponses de la part des collectifs, et voilà que cela s'est vite développé dans cet ensemble de 16 collectifs [le « ministère de la régularisation »] qui représente aujourd'hui en France une force réelle.

Un aspect de cette occupation à souligner tout particulièrement a été la cohabitation dans l'ensemble harmonieuse de 25 nationalités. Je pense qu'après cette expérience, après tous les contacts qu'il y a eu entre la préfecture et nous, une chose devrait être enfin claire : les autorités françaises devraient désormais revoir leur jugement envers la CSP 75, et nous traiter au même titre que les associations majeures et autres.

(Propos recueillis le 20 juillet)

La leçon du passé

Mamadou Fofana est vice-président du 19^e collectif, depuis toujours le principal des quatre collectifs de la CSP 75. Son témoignage est particulièrement intéressant parce qu'il indique lui-même que la source de sa position actuelle se trouve dans les événements précédents et les faiblesses, à son sens, de l'action antérieure de la CSP 75, dont la décision de quitter Baudelique n'est que la conclusion logique et nécessaire.

Personnellement, et en tant que délégué, je suis d'accord avec la décision de quitter l'occupation de Baudelique. Mais, pour comprendre ma position, il faut que je remonte au temps de l'expulsion de la Bourse du travail et du campement sur le boulevard du Temple, en juin et juillet 2009.

Pour moi, la CSP 75 n'a pas su exploiter alors à notre avantage la force de notre exposition forcée sur le boulevard. [Voir, sur cela, le journal de la Bourse du travail occupée, n. 13, en particulier l'article « La voix des femmes »].

Après quatorze mois d'occupation de la Bourse, tout le monde et les délégués les tout premiers étaient fatigués. Dès les mois de mai, ça se voyait à l'importante diminution de présences aux manifestations et à l'occupation même. Cette lassitude était due au fait que l'occupation était devenue stérile, renfermée comme nous l'étions, à la Bourse, isolés par rapport à l'extérieur. En revanche l'expulsion de la part de la CGT, du fait même du traumatisme causé par sa violence, nous a donné comme un coup de fouet, tout de suite tout le monde était là de nouveau, par centaines, sur le trottoir et à la belle étoile, si bien qu'en l'espace de 24 heures il y a eu une forte vague de sympathie envers nous : non seulement la population, mais encore les médias, y compris les télé, tous étaient là braqués sur nous comme nous l'avions souhaité pendant 14 mois sans jamais réussir à l'obtenir.

Malheureusement ça été une période assez courte, car, je m'en souviens très bien, peu de jours après il y a eu la mort de Michael Jackson, ce qui a détourné de nous les médias tout occupés de ce nouvel événement très médiatique. Le fait de ne pas avoir su utiliser le moment très favorable est dû, selon moi, à l'organisation trop centralisée de la CSP 75 à l'époque. Et je peux dire que cette expérience nous a servi de leçon, le fonctionnement est actuellement plus démocratique.

Cette leçon a été qu'on ne peut pas laisser la gestion d'un mouvement assez complexe pour le nombre de ses adhérents et, encore plus, pour celui des nationalités, entre les mains de quelques camarades qui, puisque l'organisation doit tant bien que mal fonctionner et que pour cela il faut de l'argent et du temps, sont avant tout pris par la gestion financière et, de ce fait, tendent malgré eux à laisser de côté la gestion des ressources humaines. Ce défaut a été beaucoup accentué pendant les

trois semaines du campement sur le boulevard, ce manque de dynamisme et d'esprit d'initiative nous a paralysés au bon moment, avec un manque d'information et de communication très grave, vers l'intérieur avant même que vers l'extérieur.

Pour venir à l'occupation de Baudelique, personnellement j'ai été parmi ceux qui n'étaient pas d'accord à occuper, comme d'ailleurs la majorité de mon collectif, dont j'étais déjà un délégué. Notre position, en face de la proposition de la préfecture d'examiner « avec bienveillance » 300 dossiers en échange de notre départ, était la suivante. Avant tout rendre publique (et non pas tenir secrète) la liste des 300. Ensuite, rester sur le boulevard pour exploiter cette situation très favorable. Ou bien sinon, s'il fallait quitter le boulevard parce que la majorité des collectifs en décidait ainsi, rentrer chez nous pour voir ce que ferait effectivement la préfecture. Mais, en tout cas, ne pas s'embarquer dans une nouvelle occupation dont la préfecture pourrait prendre prétexte pour bloquer nos dossiers. Ces propositions du 19^e ont été minoritaires face aux trois autres collectifs de la coordination, et nous en avons payé et continuons à en payer les conséquences.

Je souligne que, bien sûr, comme toujours, mon collectif et moi-même avons suivi sans plus de discussions les décisions prises par la majorité des collectifs.

Je considère le bilan de l'occupation de Baudelique, dans l'ensemble, positif sous plusieurs aspects. Le premier est que plusieurs autres collectifs nous ont rejoint au sein du « ministère de la régularisation », cela augmente notre visibilité. Puis il y a eu l'évolution démocratique dont j'ai parlé. Et, en troisième lieu, cette nouvelle forme de lutte inaugurée le 1^{er} mai avec la marche des sans-papiers Paris-Nice.

Par contre, le côté négatif a été le rapport avec la CGT. Tout en ayant été présente sur les lieux avec la CGT-nettoie (qui même nous a conduit ici quand nous sommes partis du boulevard du Temple), ce syndicat n'a fait en réalité qu'essayer de diviser et parcelliser les luttes des travailleurs sans-papiers de Paris et de sa région, souvent lançant ses grèves en compétition avec la CSP 75. L'action de la CGT, au niveau général (je ne parle pas du dévouement remarquable de tel ou tel militant), continue d'être un fléau pour l'unité du mouvement en région parisienne.

Cette fois-ci, à l'intérieur de la CSP 75, la décision de quitter l'occupation a été prise de la manière la plus démocratique. Si je regrette encore que cela n'ait pas été le cas sur le boulevard du Temple, ainsi que le demandait le 19^e collectif, n'empêche qu'il y a là un signe important de l'évolution de notre mouvement. La leçon du boulevard a servi.

(Propos recueillis le 19 juillet)

Le « dérivatif » Raymond Chauveau

À la fin de l'interview ci-contre, Fofana parle de la compétition instaurée par la CGT avec la CSP 75 et du fléau que constitue son action pour l'unité du mouvement en région parisienne.

Tous ceux qui se sont intéressés aux grèves des travailleurs sans-papiers lancées par ce syndicat à la mi-avril 2008, savent que s'en est fait le porte-voix un ancien gauchiste devenu « bureaucrate » syndical (ainsi qu'il le dit lui-même avec son habituel aplomb), Raymond Chauveau.

Depuis, *l'Humanité* en particulier lui consacre des articles où s'étale, en divers panneaux, la tentative d'édifier, selon les techniques de l'hagiographie et du culte de la personnalité, l'image et le mythe d'un Chauveau militant syndical intègre, très peuple et le meilleur des hommes, tout dévoué (« nuits et jours sur le pont », à la barre, comme un bon capitaine) à la cause des bons sans-papiers (africains) travaillant sur le sol de France.

Dans un de ces articles (du 29 juin 2010), on lit entre autres :

« Quand on est dans une grève de cette ampleur-là [les piquets de grève qui se sont terminés par l'occupation des marches de l'Opéra Bastille], il faut tout faire pour que ça aboutisse », plaide-t-il. Sous-entendu : « les activités parallèles », comme il les appelle, telle que la marche des sans-papiers de Paris à Nice, ne sont que des « dérivatifs ».

Qui est un « dérivatif » ? qui divertit, distrait et détourne les sans-papiers de la lutte réelle ? les sans-papiers en lutte (et qui ont fait, entre autres, la marche Paris-Nice en symbole de leur protestation contre la politique néocolonialiste d'immigration du gouvernement), ou *l'Huma* qui veut les mettre, tels des matelots privés de toute volonté, aux ordres de « mon bon capitaine » ?

Qui s'adonne aux « activités parallèles » (clandestines ? douteuses ? mafieuses ?...), en marge du mouvement des sans-papiers, les sans-papiers eux-mêmes, coupables de refuser le tutorat syndical, ou ceux qui veulent les mettre sous ce tutorat, et sous le joug de ses « capitaines » ?

Pour l'anecdote, lors du retour de Nice, le 2 juin, les marcheurs sans-papiers sont directement allés de la gare de Lyon à la Bastille pour manifester publiquement leur solidarité aux grévistes. Ils en ont été empêchés par le service d'ordre syndical composé de leurs frères africains aux ordres d'un blanc (entre parenthèses, commodément assis en voiture).

Voilà un bel exemple (au même titre que les articles de *l'Huma* et que l'action de Chauveau) de ce nouveau colonialisme sur place qui est en train de devenir un véritable fléau pour l'unité des luttes des sans-papiers en France.

Voix de soutiens

Métie et Alex sont parmi ceux qu'on appelle des « soutiens individuels ». La première, à Baudelique depuis quelques mois, a été animatrice de plusieurs initiatives, entre autres un « atelier de théâtre » commencé au cours de la marche Paris-Nice (et dont elle ne parle pas dans l'interview ci-dessous). Pour le second, c'est un soutien déjà présent à l'occupation de la Bourse du travail. Les deux ont participé avec les sans-papiers à la marche Paris-Nice. Sont-ils représentatifs des soutiens individuels de l'occupation de Baudelique ? Sans doute pas, n'étant que deux et étant par définition des « individuels ». Toujours est-il que d'autres, invités au hasard des rencontres au début de ce projet de journal, n'ont pas souhaité s'exprimer. L'espace manquant désormais, l'on s'excuse auprès des restants de ne pas les avoir invités à leur tour.

Métie. Au début, j'étais partagée sur cette question de quitter Baudelique, mais par là suite, puisqu'il y a eu beaucoup de discussions là-dessus, je pense qu'il faut comprendre la position de ceux qui veulent partir. En plus de la lassitude naturelle après deux ans d'occupation, il y a le fait que les dossiers sont bloqués en préfecture dans l'attente qu'ils sortent, il est donc normal qu'ils cherchent n'importe quel moyen pour débloquer cette situation. D'autre part, il me semble également normal qu'il y en ait une partie qui ne veulent pas partir sans rien en main. Et à ce moment-là, bien sûr, le sort de ceux qui resteront m'inquiète bien plus que celui des autres, car ils risquent de se trouver isolés et vulnérables face aux forces de police.

C'est en tout cas assez triste, pour moi, de quitter un lieu où il y avait tant de vie, tant d'activités qui se mettaient en place. Avec Marie et Anne, au mois de mars dernier, nous avons lancé un « atelier des livres en carton ». C'est une idée née en Argentine après la grande crise de 2001. Le principe est de publier des textes dans des couvertures que nous réalisons nous-mêmes à partir de carton récupéré dans la rue.

Nous installons de grandes tables dans le hall de Baudelique et les sans-papiers qui le souhaitent viennent couper et peindre ces couvertures. Les textes que nous avons ainsi publiés sont divers, par exemple des poèmes écrits par des sans-papiers, ou encore des textes d'Aimé Césaire. L'atelier en lui-même est un beau moment d'échange et de discussion, et, dans cette ambiance « conviviale », nous avons fait de très beaux livres vendus au profit du « ministère de la régularisation ». Ces livres ont eu un grand succès pendant la marche Paris-Nice, le prochain d'ailleurs sera composé de témoignages des marcheurs.

Pour cet atelier, mais aussi pour les cours de français, d'informatique, etc., pour les

projections et les rencontres qui avaient lieu ici régulièrement, notre espoir à tous est de pouvoir bientôt disposer d'un autre local qui permettra à nouveau de regrouper toutes ces énergies créatives.

Baudelique est un lieu de vie foisonnant, un petit monde à l'intérieur du monde, où tout peut arriver. Le quotidien de la lutte et les conditions de vie y sont bien sûr difficiles, mais c'est aussi un bel exemple d'organisation politique, avec ses hauts et ses bas inévitables. Avec un si grand nombre d'occupants d'origines diverses, se posaient des problèmes de communication, d'information, de compréhension. Dans les réunions la parole ne circulait peut-être pas assez, il est dommage que certains n'expriment pas leur pensée. Ce que je regrette surtout c'est que, globalement, nous n'ayons pas réussi à nouer davantage de liens avec la population du quartier, pourtant en majorité immigrée. Cela doit nous faire réfléchir pour la suite, car il est essentiel de faire comprendre aux citoyens voisins la légitimité de la lutte des sans-papiers, et ainsi sortir de l'isolement, et devenir plus forts.

Alex. Je suis trop attristé par les événements déjà arrivés à l'occupation et encore plus par ceux qui se préparent, pour pouvoir m'attendre là-dessus. Je suis trop dans la confusion, le dépit et le désarroi. J'aurais besoin de recul, et d'un temps de réflexion.

Ceci dit, ce que nous avons vécu pendant cette année d'occupation, au cours de la marche, etc., c'est quelque chose... comme une espèce d'utopie réalisée. Quelques mots forts de cette année : autonomie, autogestion, collectivisme, solidarité directe, gratuité totale, stricte égalité à la base.

L'espoir soulevé par la marche est encore vivant dans le cœur des marcheurs et aussi, je crois, dans celui de ceux qui nous ont suivis de près. Nos camarades sans-papiers sont admirables. Donc, espoir d'une réelle union nationale du mouvement des sans-papiers, mais non seulement ; mais encore espoir d'une convergence de toutes les luttes vers un début de solution même pour la société occidentale, venant du Sud.

Comme déjà à la Bourse du travail et au boulevard du Temple, j'ai axé ma présence sur des actions pratiques et concrètes (collectes de première nécessité). Mais ce que j'aurais aussi souhaité, avant qu'on parte, c'est des preuves tangibles de régularisation pour tous les occupants : soit récépissés soit aps [autorisation provisoires de séjour] ou cst [cartes de séjour temporaires], autorisant à travailler jusqu'à l'examen du dossier. Cela aurait permis aux sortants de trouver un travail et un logement dans la légalité, tandis qu'avec l'accord actuel avec la préfecture même des occupants qui souhaiteraient partir ne le peuvent pas sans se retrouver à la rue.

Je soutiens tout autant ceux qui partent que ceux qui restent, car, comme le disent beaucoup de nos frères sans-papiers, « *chacun sa chance et Dieu est grand* ».

(Propos recueillis le 22 et 23 juillet)

« Liberté, égalité, fraternité... »

Ce ne sont que des paroles écrites.

En France, les animaux sont plus considérés, ont plus de droits que nous.

Il vaut mieux être un chien qu'un homme ou une femme sans-papiers dans le "pays des droits de l'homme".

C'est pour nous tenir dans l'esclavage qu'ils ne nous donnent pas de papiers.

C'est encore pire que de l'esclavage.

Tous les sales boulots sont pour nous.

Les boulots sales, les petits boulots précaires et sous-payés.

Ils profitent de la misère de nos pays.

Sans cette misère nous ne serions pas ici.

Nous ne sommes pas venus pour dormir dans la rue, mais pour travailler honnêtement.

J'ai commencé à travailler à quatorze ans quand mon père est mort.

Pour subvenir aux besoins de ma mère et de mes frères et les faire étudier.

Mais je ne gagnais pas assez, alors je suis venue en France... »

(Corinne, dans « *La voix des femmes* », le journal de la Bourse du travail occupée, n. 13)

Pour contacter la Coordination des sans-papiers 75

Sissoko : 06 26 77 04 02

e-mail :

coordination75@gmail.com

Qui sont les dissidents ?

À Baudelique tout le monde parle des « dissidents ». Certains les appellent les « rebelles », d'autres les « réticents » ou « récalcitrants », ou encore les « opposants ». Ce sont ceux parmi les occupants qui ont manifesté la volonté de ne pas partir le 7 août avec la CSP 75, qui pensent rester pour continuer l'occupation. Mais où sont-ils ? Et comment s'appellent-ils eux-mêmes ?

À peine la rédaction de ce journal décidée, le but étant de donner la parole à toutes les voix dans un souci de tirer au clair la situation, le point était de les approcher pour essayer de saisir de leurs propres paroles l'essentiel du contraste.

« Pas de problème »... mais rien de moins évident.

Vaines les tentatives d'approcher les groupes de quelques personnes qui me sont indiqués comme ceux des opposants.

« Dissidents... c'est quoi ?... »

« Opposants ?... on ne sait pas, comprend pas... »

« Mais, que pensez-vous faire le 7 août ? partir avec la CSP 75 ou rester ? »

- Comprends pas, nous on est sans-papiers... Faut demander aux responsables... »

Et me voilà renvoyé à ceux-là mêmes qui m'avaient indiqué les « réticents ».

Défiance bien compréhensible, dans cette atmosphère pesante de l'occupation de Baudelique, sous la menace d'une intervention policière et avec déjà quatre « dissidents » qui doivent comparaître devant le tribunal parce que quelqu'un a, me dit-on, donné leurs noms. Qui les a donnés ? et à qui ?

Je recueille des versions contrastantes, qui parlent de listes de noms données à des policiers en civil qui se promènent à l'occupation ; les quatre seraient les premiers d'une de ces listes.

Vains les rendez-vous et les heures d'attente pour parler avec les supposés « chefs » et les sûrs appelés à comparaître. De réunion en réunion, à portes closes, entre eux, avec leurs camarades, en pourparlers avec la CSP 75 ou tel de ses collectifs, ils n'ont pas le temps de recevoir « le journaliste ». Vaines mes explications sur le but et la fonction du journal.

Finalement, pendant une de ces attentes, alors qu'avec un soutien je prépare son interview [d'Alex, p. 7], deux sans-papiers dont un ancien de l'occupation de la Bourse du travail s'arrêtent lui dire bonjour. Ce sont des « dissidents ».

PREMIÈRES INTERVIEWS

Quand je leur annonce que je prépare un journal de Baudelique à sortir avant le départ, ils me demandent d'écrire ceci : « La liste des 1250 qui d'après la CSP 75 veulent partir [voir sa déclaration p. 5], ils n'ont pas dit la vérité aux sans-papiers. Beaucoup n'ont rien compris à cette liste, à quoi elle servait. On leur a dit qu'elle était pour déposer les dossiers en préfecture, c'est pour cela qu'ils ont donné leur nom, et non pour partir. »

[Note du journal. Information eue de la CSP 75 : la liste contient, effectivement, les noms de ceux qui veulent partir, en même temps elle servira de base pour le dépôt des dossiers ; l'engagement de la préfecture est que, sur la base de cette liste, il sera procédé à l'examen des dossiers à partir de septembre après l'examen des 300 convocations du 7 août.]

Après m'avoir dit qu'il est en France depuis dix ans, Mady Sissoko s'en va. Bomou reste et me donne ce bout

d'interview, d'un ton à la fois très posé et un peu amer : « Je suis et je travaille en France depuis huit ans. Je suis à l'occupation depuis un an et aucun délégué de mon collectif [un collectif de la CSP 75] ne connaît mon nom. Je ne suis pas d'accord à quitter Baudelique parce qu'on ne m'a donné aucune preuve du dépôt de mon dossier. Si quelqu'un me donne cette preuve, alors je suis prêt à partir. J'ai participé à toutes les manifestations et je dors ici toutes les nuits, j'y suis même tous les jours où je ne travaille pas. Je n'ai pas de préférence pour la CSP 75 ou pour les dissidents, tout ce que je veux c'est savoir où en est mon dossier. Il faut que la préfecture sache pourquoi moi et d'autres comme moi nous ne voulons pas partir, c'est à cause de l'ignorance où nous sommes sur nos dossiers. Si quelqu'un nous dit à quel point sont nos dossiers, demain nous sortons. Si moi et d'autres comme moi avons pris la carte du nouveau collectif des "oubliés", ce n'est pas parce que nous avons davantage de confiance dans les délégués de ce collectif, c'est parce que depuis un an que nous sommes là, à l'occupation de Baudelique, jamais les délégués de la CSP 75 ne se sont occupés de nous. »

Ce soir même, ayant vainement attendu pendant quatre heures Gassama, apparemment le principal porte-parole des dissidents (que je viens de voir après une heure et demie d'attente et qui me confirme le rendez-vous pour un peu plus tard), je pars fatigué et agacé sur le coup de 22 heures. J'écrirai donc un article de mon chef, à la différence de ce que je souhaitais et des autres articles-interviews du journal.

Mais le lundi suivant quelqu'un m'avertit qu'une réunion du nouveau collectif avec « les soutiens » est en cours. Même si la réunion ne m'apporte pas grand-chose, parce que, quand j'arrive, ce sont surtout des soutiens qui parlent, et assez longuement, je peux néanmoins fixer un nouveau rendez-vous avec Gassama pour le lendemain.

Mais j'apprends aussi les noms des quatre convoqués en référé au tribunal le 30 juillet, pour responsabilité dans l'occupation des locaux de la CPAM. Parmi les quatre, en plus de Gassama, il y a aussi Traoré, qui a fait une intervention remarquée à la « réunion unitaire » de quelques jours avant [sur cette réunion cf. article p. 11].

Je peux parler brièvement avec deux d'entre eux et j'apprends que, début juillet, un huissier de justice s'est présenté à l'occupation alors qu'ils étaient absents (ils étaient à leur travail). Quelqu'un a donné leurs noms.

J'apprends ultérieurement, par un délégué de la CSP 75 et par une dame du MRAP présents au moment de la venue de l'huissier, que celui-ci s'est d'abord adressé à eux pour savoir qui était responsable des lieux, et qu'ensuite, n'ayant rien su, il s'est adressé à des personnes dans la cour, vraisemblablement des dissidents.

INTERVIEW DE GASSAMA

Cette fois-ci Gassama est disponible et l'interview a lieu à l'heure dite. La voici d'après mes notes (et aussi, avec son consentement, d'après un passage du compte-rendu de la réunion du jour précédent avec les soutiens).

« Je m'appelle Ahmed Gassama et je suis parmi ceux qui ne veulent pas quitter Baudelique. Nous ne sommes pas des "rebelles", comme nous appellent des délégués de la CSP 75. Nous sommes des résistants. "Résistance" au sens, non pas que nous faisons de la résistance contre la CSP 75, ou que nous la ferons contre l'intervention de la police, nous ne refusons pas de partir ; mais résistance dans un sens pacifique, une

résistance pour défendre nos droits, pour que tous les dossiers oubliés par la CSP 75 cessent de l'être, pour que ses délégués aussi bien que la préfecture soient à notre écoute.

« Nous ne sommes pas des ennemis de la CSP 75, au contraire, ce sont pour nous des frères, des camarades d'élite, avec eux nous avons partagé une année d'occupation et de lutte, mais le problème est que nous sommes considérés par certains d'entre eux non pas comme des rebelles pour le simple fait que nous voulons savoir le point où sont nos dossiers en préfecture.

« Moi Gassama qui vous parle, franchement, je ne dirais jamais à un délégué qu'il est un rebelle, je les respecte tous, je les respecte trop, mais je pense que peut-être certains ne savent pas bien ce que ce mot veut dire.

« Le problème avec la CSP 75 c'est qu'elle n'a pas bien travaillé sur les dossiers, la commission qui s'en occupe n'a pas fait son boulot. La moitié des dossiers étaient de personnes qui ne sont pas à l'occupation ; quand nous en avons fait le reproche aux délégués, ils ont reconnu leur erreur. Je sais ce dont je parle, j'étais moi-même délégué et je m'occupais des dossiers. Pourquoi la CSP 75 a-t-elle envoyé en préfecture des dossiers [il s'agit sans doute des 300 convocations promises en échange du départ du boulevard du Temple, en juillet 2009, et dont l'examen devait être fait "avec bienveillance"] de personnes qui sont en France depuis 4 ou 5 ans [donc difficilement régularisables], alors que les dossiers de personnes en France depuis 1999, 2000, 2001 n'ont pas été envoyés ?

« Du fait que la CSP 75 n'a pas voulu nous entendre et nous dire où sont nos dossiers en préfecture, nous nous sommes réunis, il y a à peu près trois semaines, et nous avons constitué un nouveau collectif à l'intérieur de l'occupation et du "ministère de la régularisation de tous les sans-papiers", avec le nom "les oubliés de Baudelique". Nous avons organisé un bureau provisoire d'à peu près une dizaine de responsables de la résistance, dans l'attente de pouvoir faire de libres élections de délégués, et pour grouper, entre-temps, nos dossiers et passer aux inscriptions d'adhérents.

« La CSP 75 dit que nous sommes une petite minorité. On verra bien le jour de son départ, le 7 août. Nous avons donné 700 cartes de notre collectif parmi les occupants de Baudelique, et il y en a d'autres qui pensent et feront comme nous. On verra le 7 août qui est en minorité. »

Pendant l'interview de Gassama, plusieurs « résistants » s'approchent et nous entourent, tous approuvent ses dires. Parmi eux, Traoré. Je lui demande s'il veut être interviewé à son tour, il répond que Gassama a déjà tout et très bien dit, qu'il ne saurait ajouter rien de plus.

Rendez-vous est donc pris pour le 30, pour lire ensemble l'interview de Gassama, la corriger ou lui apporter d'éventuels compléments, et aussi pour faire le point après l'audience en référé et, quoi qu'il en soit, ajouter le volet concernant les quatre convocations au tribunal.

Sur ce, Traoré, Gassama et quelques-uns partent. Mais d'autres restent. Deux d'entre eux sont des anciens de la Bourse du travail.

DERNIÈRES INTERVIEWS

Je m'aperçois qu'ils ont envie de parler, car ils me connaissent, sans doute. Après quelques hésitations, le premier, que j'appellerai Mamoudou, me dit ces mots pour les publier dans le journal :

« Je suis en France depuis 2003 et j'ai eu ma convocation en préfecture en août 2009 dans le cadre des 300 convo-

cations après le départ du boulevard du Temple, mais je n'ai pas été régularisé. J'en ai demandé la raison aux délégués de la CSP 75, mais jamais je n'ai pu la connaître, à part une vague réponse que je ne remplissais pas "les critères". Voilà, comme ça je ne sais même pas ce que je dois faire pour compléter mon dossier. C'est pour cela, à cause de mes papiers et pour rien d'autre, que je suis avec le nouveau collectif. »

Le deuxième ancien de la Bourse, Dembelé, me dit que lui aussi approuve les paroles de Gassama, et il ajoute : « Je suis en France depuis onze ans et j'ai eu ma convocation en préfecture, mais non dans le cadre des 300, c'était pour un permis de séjour de dix ans pour raisons familiales, mais j'ai échoué parce que les papiers de mon dossier ont été mélangés avec les papiers d'autres dossiers. La CSP 75 n'a rien fait, en tout cas pas le nécessaire, pour que mon dossier soit remis en ordre, c'est pour cela que j'ai rejoint le nouveau collectif. Moi aussi, ma seule raison c'est mes papiers. »

Enfin le 30 arrive, je vais à mon rendez-vous, mais Gassama n'y est pas (ni Traoré). Après une petite heure d'attente, j'apprends qu'il est en réunion avec des délégués de son ancien collectif de la CSP 75. Je les rejoins, et, comme cette fois-ci la réunion ne se tient pas dans une pièce fermée à clef, je le vois et il me voit. D'autres (inconnus de moi) me demandent de partir, la réunion n'est pas ouverte. Ce que je comprends, c'est qu'il faut que je l'attende.

Une autre petite heure s'est passée, lorsqu'un délégué de l'ancien collectif de Gassama vient me prévenir que la réunion est terminée. J'y vais donc. Gassama est avec d'autres du nouveau collectif, dont Traoré.

« On y va ? »

Il me répond qu'il n'a pas de temps, ils vont à une autre réunion, entre eux. L'audience au tribunal, elle n'a pas été renvoyée ainsi que le demandait leur avocat qui n'a pas pu prendre pleine connaissance du dossier, il a aussi plaidé l'incompétence du tribunal de grande instance. Le délibéré est fixé au 4 août.

J'insiste sur le fait que je dois boucler le journal, et, par ailleurs, sur l'opportunité de conclure l'interview de manière à la faire paraître correctement en son entier, y compris le volet judiciaire.

Réponse de Gassama : « Si tu veux gagner de l'argent avec le journal [!], viens le 4, rendez-vous le 4 au soir. »

Traoré me répète le même rendez-vous. Et sur ce ils me laissent. Je ne sais quoi penser. Des hommes en désarroi ?... Ou bien, se prennent-ils pour des personnages ?

Quoi qu'il en soit, il me faut désormais boucler le journal.

Avec ces histoires de rendez-vous manqués et autres difficultés, j'ai accumulé une bonne semaine de retard, le jour du départ approche, certains commencent à me demander si le journal va bien sortir.

Je reviens donc à la résolution que j'avais momentanément prise après la vaine et énervante attente de quatre heures. Je remplirai les deux pages que j'ai réservées aux dissidents avec un article de mon chef et non avec une pleine interview à l'instar du reste du journal. Tant pis pour l'entière exactitude, les directs intéressés et les lecteurs me feront, je l'espère, grâce des éventuelles imprécisions.

Je reprends et complète mon article interrompu. La seule chose sur laquelle je reviens est le titre. J'avais écrit : « Des dissidents (presque) introuvables ». Je reviens à mon premier titre, qui est celui en tête de l'article.

(Témoignages recueillis entre le 16 et le 30 juillet ; les propos de Gassama le 27)

Quitter Baudelique ? La Csp 75 ne nous a pas consultés

Orhan Dilber est le porte-parole du CSP TK (collectifs des sans-papiers turcs et kurdes) et Lucien Mlanao est un délégué du CTSPV 94 (collectif des travailleurs sans-papiers de Vitry sur Seine). Les deux collectifs font partie du MRTSP (« ministère de la régularisation de tous les sans-papiers »), formé lors de l'occupation de Baudelique. En tant que tels, ils se sentent directement concernés par la décision de la Csp 75 de quitter les lieux, ils ont donc souhaité s'exprimer dans le journal.

Orhan. Notre collectif est né à Baudelique même. Dès que cette occupation a été lancée, nous nous sommes réunis à sept camarades et avons formé un collectif de sans-papiers turcs et kurdes pour participer activement à cette lutte. Dès le mois de juillet, nous comptons 70 inscrits, et déjà plus de mille un mois plus tard, en août (ceci sur Paris et cinq départements franciliens). Notre collectif se distingue, non pas par la nationalité, mais par la langue, c'est un collectif *turcophone*. Je souligne *turcophone* parce que cela indique notre volonté de créer les conditions réelles d'un fonctionnement démocratique interne : un tel fonctionnement n'existe pas si tous les membres n'ont pas la possibilité de comprendre et se faire comprendre pleinement, donc de s'exprimer en connaissance de cause. Par exemple, pour ce qui est du « ministère de la régularisation », dont notre collectif fait partie, nous avons traduit en turc tous ses tracts, etc., pour que tous nos inscrits puissent en prendre connaissance directement dans leur langue.

À l'occupation, quand nous nous sommes constitués en collectif, la cour était déjà tout occupée, et puisque au début on ne pouvait pas monter dans les étages, nous avons eu une toute petite place, où nos membres venaient dormir à tour de rôle, mais nous avons participé activement à cette occupation, par exemple nous n'avons jamais raté une manifestation.

La plupart de nos inscrits sont des déboutés du droit d'asile, ce qui fait une autre originalité de notre collectif, nos dossiers étant presque tous à la même enseigne, celle de l'asile politique. Notre collectif s'étendant sur plusieurs départements, comme je l'ai indiqué, il y a eu des on-dit à notre intérieur comme quoi c'était mieux de s'inscrire à la Csp 75 (pour déposer son dossier à la préfecture de Paris), plusieurs l'ont fait effectivement en se procurant des attestations d'hébergement sur Paris. Mais il est faux ce que certains prétendent, que notre collectif serait parti volontairement de Baudelique, c'est plutôt le manque d'espace physique et politique qui nous a, dans un certain sens, exclus. Néanmoins, le collectif est officiellement toujours présent et participe aux actions du « ministère », par exemple à la marche Paris-Nice. Donc il fallait nous consulter, ainsi que les autres composants du « ministère », car nous aussi nous avons notre mot à dire sur les modalités du départ.

Lucien Mlanao. Les premiers contacts du collectif de Vitry avec l'occupation de Baudelique datent des dernières manifestations de sans-papiers de 2009. Personnellement j'ai commencé à participer aux réunions unitaires et au « ministère » à partir de l'hiver 2010. Notre engagement a été tout de suite assez fort, par exemple deux camarades ont participé à la marche Paris-Nice, dont nous avons accueilli à Vitry la première étape à laquelle j'ai moi-même participé. Ensuite, étant comorien, et comme à Marseille il y a une très nombreuse communauté comorienne, je suis allé à Marseille envoyé par mon collectif avant l'arrivée des marcheurs, pour m'occuper de leur accueil. Après je me suis joint à la marche jusqu'à Nice. Mon expérience et mon jugement de la marche sont très positifs. Mais je pense qu'étendre ce genre d'initiative au continent africain, comme certains le suggèrent, c'est très utopi-

que. L'Afrique est aujourd'hui le berceau de toutes les dictatures, soutenues par l'État français, et quand tu manifestes dans les rues on te tire dessus à balles réelles, c'est mon cas [Lucien montre plusieurs blessures d'armes à feu aux jambes, aux bras et au dos], vous en Europe ne vous imaginez pas. Mais, sait-on jamais ? des fois les utopies se réalisent et de toute façon on a le droit de rêver.

Orhan. Notre collectif aussi a participé à la marche, avec quatre marcheurs. Nous avons organisé l'accueil de la deuxième étape et participé à l'organisation de la troisième. Moi-même j'ai participé aux trois premières étapes et aux quatre dernières. Concernant la marche, je veux faire remarquer que la coordination nationale et le collectif turc et kurde l'avaient proposée en sens inverse, d'abord aller manifester à Nice au sommet de la FrancAfrique, ensuite, comme c'était sûr qu'on refuserait de nous recevoir (ce qui est en fait arrivé), faire la marche de Nice à Paris en signe de protestation, pour la terminer devant le ministère de l'immigration avec les forces accumulées pendant tout le parcours et avec tous les sans-papiers de Baudelique et de la capitale et tous nos soutiens parisiens et de province. Cette proposition a été discutée dans une réunion du « ministère » mais elle n'a pas été acceptée par les autres collectifs.

À mon sens, le bilan est positif par rapport à l'expérience même de la marche, mais négatif par rapport à l'objectif fixé : être reçus par des chefs d'État africains pour faire pression sur Sarkozy et être reçus, au retour, par le ministère de Besson. On a mal choisi l'objectif et la stratégie de la marche, et c'est pourquoi finalement ça a été un insuccès. Non seulement, mais on a ainsi gaspillé l'élan de l'accueil formidable qui a été fait partout aux marcheurs : au lieu de l'adresser vers un objectif puissant, cette force a été neutralisée vers un néant.

Le pire ça a été au retour. Car, pendant la marche, Raymond Chauveau en a profité pour conclure des accords avec le ministère de l'immigration (alors même que jusque-là il l'appelait le « ministère de la honte » et qu'il disait qu'il ne pouvait y avoir qu'un interlocuteur gouvernemental, le ministère du travail), et cela afin de liquider les grèves des sans-papiers arrivées, grâce à lui, au point mort.

Lucien Mlanao. Pour le départ de Baudelique, ce qui me choque le plus c'est que la Csp 75 l'a décidé sans demander l'avis des autres collectifs du « ministère ». Je ne veux pas dire qu'il ne fallait pas partir, je dis seulement que la moindre des choses était de nous consulter aussi, de prendre une décision commune, tous ensemble. Car tous les collectifs du « ministère » sont concernés par une telle décision. Il fallait donc partir ou rester dans l'unité. La Csp 75 semble ne pas comprendre les conséquences de la division qu'a jouée et réussie la préfecture.

Orhan. En effet c'est la préfecture qui a l'initiative aujourd'hui. Elle ne veut pas seulement évacuer Baudelique, elle veut avant tout liquider le mouvement unitaire des sans-papiers qui était en voie de se dessiner à partir de cette base de lutte. C'est maintenant le moment de reculer pour pouvoir rebondir, riches de l'expérience et des acquis de cet épisode. La première chose à faire c'est de ne pas faire cesser, mais de faire fonctionner réellement l'union des collectifs de sans-papiers du « ministère ». S'y substituer, cela reviendrait à le liquider.

Lucien Mlanao. C'est là en effet, pour nous de Vitry, le vrai problème, et nous sommes même très gênés, car nous voyons que la division est avant tout à l'intérieur de la Csp 75. C'est d'elle, et non d'ailleurs, que viennent tous les dissidents et ce nouveau collectif des « oubliés ». C'est notre intérêt, et même notre devoir, d'intervenir pour que les choses se passent différemment, cette division est catastrophique pour tout le mouvement des sans-papiers.

(Propos recueillis le 23 juillet)

Où va la CSP 75 ?

Une assez bizarre « réunion unitaire » s'est tenue le mercredi 21 juillet à Baudelique occupée. Bizarre, car elle a été tout sauf unitaire.

Inutile, ou même déroutant, de tenter d'en faire ici un court récit. Plus d'un article de ce journal est, croyons-nous, un meilleur instrument pour donner une idée des divisions qui, de manière souvent ostentatoire et agressive, s'y sont exprimées. Toutefois, pour essayer d'en saisir le sens au-delà des accusations et postures des uns et des autres pour la galerie, il n'est peut-être pas vain de se focaliser d'abord sur le rapport « de force » que la CSP 75 semble entretenir avec ses interlocuteurs dans ces réunions hebdomadaires ; pas vain, pour aller vite et bien en besogne, de commencer par se figurer le cadre de la scène, car ici la forme paraît un miroir fidèle du contenu.

Derrière un rang compact de tables, un rang tout aussi compact, sans faille, de responsables de la CSP 75, le dos à contre-jour, contre la rangée continue des fenêtres, avec, derrière eux, pas de place pour que quelqu'un puisse s'y installer. En face, debout ou assis à des tables dispersées, l'assistance, la place libre, *les autres* : « soutiens » ou sans-papiers, ou autres.

Un fruit du hasard, cet agencement physique de la réunion ? Il est vrai qu'à la réunion suivante, du 28, l'assistance, plus nombreuse, était disposée selon un ordre moins dispersé et assise, en partie, à deux rangées de tables, mais la disposition de la CSP 75 était inchangée : même rang serré de tables, même rang serré de responsables, même contre-jour.

Cette disposition de l'espace ne semble rien devoir au hasard, mais être symbolique au sens fort : elle ne dit que le sens, mais tout le sens, de ce dont elle est le signe. En face de ceux susceptibles d'être leurs contradicteurs « internes », spontanément, et comme par un réflexe collectif conditionné, les dirigeants de la CSP 75 tendent à donner de celle-ci une image visuelle de forte cohésion et d'énergie, à l'unisson avec une semblable image verbale que véhiculent leurs propos, souvent naïvement, mais fortement rhétoriques, crânes et univoques. De cette somme d'images, *les autres* sont automatiquement écartés, de telle sorte qu'ils sont écartés aussi de toute « internité » : tout contradicteur s'y voulant situer devient *ipso facto* (visiblement, auditivement) un corps étranger, rejeté aux marges, désarmé dans une salutaire extériorité.

On peut concevoir une telle scène aussi sous un angle plus distant et plus abstrait. Et alors exprimer ainsi le coup d'œil saisissant, ou décevant, selon les approches, qui s'offre d'un tel point de vue.

La CSP 75 paraît avoir spontanément adopté un schéma traditionnel de « groupe dirigeant de parti politique » (au sens du XX^e siècle), lequel, après s'être dépensé pour faire du prosélytisme, resserre ses rangs au gré des événements, dans une sorte de purgation collective, sans crainte d'exclusions ni de scissions : compactant, rejetant les individus par un effet de « rouleau compresseur », de manière que personne (néophyte ou ancien cadre) gagné « à la cause » ne puisse douter de la forte légitimité des dirigeants.

Exagération ? Assurément, si l'œil s'étend, par une envolée soit lyrique soit caustique, jusqu'aux résultats ultimes (pensés inévitables) du processus « partidaire ». Nullement, s'il se borne, dans une considération critique réflexive, à la vision de ses prodromes et des potentialités concevables (qui peuvent avorter, mais aussi, en partie, se réaliser).

Il n'y a pas de doute que les deux images mentionnées (visuelle et verbale) correspondent aussi, dans la conscience de ses dirigeants, à l'image extérieure que la CSP 75 sait donner d'elle-même, par exemple sa forte et permanente capacité de mobilisation dans les manifestations publiques. Ainsi

qu'il ne fait pas de doute qu'il y a des sans-papiers et des soutiens qui sont fascinés par ces démonstrations de force et ces attitudes décisionnaires.

Mais encore faudrait-il que, pour juger du poids de cette force, ses dirigeants se posent quelques questions et qu'ils essayent d'y répondre, sinon pour les autres, du moins pour eux-mêmes. De simples questions que tout responsable conscient d'un mouvement social devrait se poser, tourner et retourner longuement, pour ne pas se nier lui-même, pour ne pas risquer de devenir malgré lui (comme cela est arrivé trop souvent dans l'histoire sociale) un fort, voire le principal obstacle au développement du mouvement auquel, dans son cœur, il est dévoué, et pour lequel, dans sa tête, il pense œuvrer. Voici ces quelques questions dans le cas présent.

Quelle est la source de la force affirmée, affichée sans relâche, de la CSP 75 ? Cette force, lui est-elle propre, de par son originalité dans le mouvement des sans-papiers ? Autrement dit, est-elle une puissance inhérente à sa nature ?

Où n'est-elle pas plutôt un fruit des circonstances, ne lui vient-elle pas plutôt, avant tout, de la faiblesse des collectifs et donc du mouvement général, et, d'autre part, du bon vouloir et des choix de ce que la rhétorique commune appelle volontiers l'« adversaire commun », le gouvernement français ? Autrement dit, cette force n'est-elle pas, d'aventure, la force (concentrée en un seul point par les accidents, les ruses et les menées de la vie sociale) de la faiblesse générale ambiante, de toutes les faiblesses, les nôtres comme celles des autres ?

Il ne peut pas ne pas être manifeste qu'avec ces questions c'est le cœur même du problème qui est questionné, celui de l'*autonomie collective*. Non pas l'autonomie de pure forme qui donne à voir que tel, ou tel autre, collectif est « maître » de ses décisions (autonomie prétendue, qui peut ne profiter qu'à une poignée de personnes), mais bel et bien le choix des voies vers l'autonomie réelle, d'ensemble, du mouvement.

Ce n'est pas ici le lieu d'essayer de trancher la ou les questions. Ce qui compte, à l'heure de l'actualité, ce sont les réponses implicites dans les attitudes, et qui, par le jeu du hasard, sous le feu d'attaques réciproques, s'explicitent presque malgré elles.

Ainsi, dans cette « réunion unitaire », les opposants (membres du collectif nouveau-né, « les oubliés de Baudelique ») ont joué le jeu classique de l'opposant qui accuse le groupe dirigeant auquel il s'oppose d'être corrompu et sourd aux exigences de la base. Humainement compréhensible, la réponse faite (« Ne répondez pas, camarades ! ») au probable dérapage verbal de l'accusation (« Ils [les délégués de la CSP 75] nous traitent comme des esclaves ! ») n'est pas sans paraître contrarier fortement l'autonomie collective.

Une telle réponse, tout aussi dans le jeu classique, écarte les problèmes posés d'un geste de pouvoir, elle est conforme à la parole archaïque, mais toujours efficace, du pouvoir qui dit que seul vrai est le discours dit « par qui de droit » : par celui qui est en place - ainsi que, s'il le fallait, le montre pleinement sa place dans l'espace matériel formalisé et ritualisé. Un pouvoir qui parle et se pose ainsi ne parle que de lui-même, ne renvoie qu'à lui-même, et à sa « force ». Le mouvement n'a pas besoin d'un tel pouvoir, ni de tels gestes de pouvoir.

D'ailleurs (s'il le fallait) les conclusions de « substitutionnisme » ont tout de suite et dans les jours suivants foisonné, et surtout de la part de ceux qui (tels des collectifs du « ministère de la régularisation ») étaient peut-être encore dans l'indécision et dans l'attente. Cette réponse semble (leur semble ?) conforme à l'attitude auto-centrée du groupe qui se pense le (ou le déterminant du) mouvement. Et qui prend volontiers ses intérêts particuliers pour des intérêts généraux.

La CSP 75 paraît avoir devant elle encore un long chemin à faire, et avoir besoin de l'apport de beaucoup de forces et de volontés nouvelles, pour montrer aux autres et à soi-même que sa force n'est pas que la force de la faiblesse d'autrui et sienne.

Après le « Paris-Nice » des sans-papiers, pourquoi pas le « Tour de France » ou le « Paris-Dakar » des sans-papiers ?

Tout au long de la rédaction de ce journal, nombreux ont été ceux qui nous ont parlé de la marche Paris-Nice comme d'une initiative majeure issue de l'occupation de Baudelique. Du coup il nous a semblé naturel de lui consacrer une page en interviewant Sissoko et François, le premier comme celui qui en a d'abord eu l'idée et ensuite a été parmi les marcheurs du début jusqu'à la fin, le second, présent de même, ayant pris sur lui la responsabilité de l'organisation logistique. (Pour d'autres témoignages voir les interviews d'Hakim p. 4 et celles de l'article p. 10.)

Sissoko. Pourquoi cette marche ? Tout d'abord, c'est évident, pour faire échec au blocage des dossiers des occupants de Baudelique en préfecture. Mais aussi parce que la situation des sans-papiers en France ne cesse d'empirer, tout autant pour l'escalade de la répression de tous les jours qu'en perspective. Le gouvernement a annoncé qu'il est en train de préparer pour l'automne des lois encore plus restrictives. Quand j'ai su ça, j'en ai parlé à mes camarades de la Csp 75, et celle-ci a fait tout de suite (à la réunion unitaire du 7 mars) la proposition de la marche aux collectifs du « ministère de la régularisation », à la coordination nationale (CNSP) et aux soutiens. L'initiative a été approuvée par tout le monde, et c'est donc une initiative conjointe du « ministère » et de la CNSP.

François. Tous les marcheurs ont le sentiment d'avoir vécu quelque chose d'exceptionnel, aussi bien pour l'accueil qui nous a été fait partout, que sur le plan personnel, pour l'épanouissement des rapports humains nés de cette expérience, soit entre soutiens locaux et marcheurs soit entre les marcheurs eux-mêmes, c'était en partant bien inattendu. Mais exceptionnelle a été, avant tout, l'idée et la force de cette idée. Cette force s'est affirmée au fil des jours, a fait mouvement, et c'est ce qui nous a soutenus jusqu'au but. Nous sommes partis presque à l'aventure... Moi-même, franchement, j'étais très sceptique sur la possibilité réelle de partir et de mener à bien une telle entreprise, surtout à cause des problèmes logistiques : pas de camion pour les bagages, pas d'argent et d'endroits vraiment prévus où faire dormir, manger, se laver, etc., une bonne centaine de personnes... avant que la machine et la chaîne de la solidarité ne se mettent en marche tout au long du parcours (grâce en particulier au repérage minutieux d'Ambre). C'est au fur et à mesure que le mouvement même de la marche a fini par s'imposer, et par résoudre tous nos problèmes, étape après étape, comité de soutien après comité de soutien.

Cette marche « à l'africaine » (marchante, dansante et tambourinante) a bien montré la force toujours renouvelée de cette banalité trop oubliée qu'il ne suffit pas de se perdre dans des discussions et la programmation préalable autour d'une table, mais qu'il faut l'agir : se mettre en branle pour faire marcher aussi les idées et l'esprit d'initiative ; c'est dans l'action que souvent les choses se construisent, se développent, et se font au mieux.

Sissoko. Pour l'objectif, je veux éclaircir un point. L'objectif proclamé d'être reçus par les chefs d'État du sommet de Nice était, avant tout, symbolique. Je veux dire que, si on l'était, tant mieux ; mais si on ne l'était pas (ce à quoi nous nous attendions), c'était bien aussi. Et c'est d'ailleurs ce qu'on s'est dit tout au long du parcours. L'important c'était l'événement. La vague de sympathie qu'il a soulevée autour de nous. L'accueil que tant de simples citoyens et d'élus

nous ont fait dans toutes les localités traversées.

C'est cet événement et cette vague qui, en renouant d'anciens liens (significative parmi toutes est cette remarque que plusieurs dans plusieurs localités nous ont faite : « c'est comme au temps de la résistance, nous revoilà, gens de bords différents, travaillant ensemble, nous n'en avons plus l'habitude »), c'est cet événement et cette vague qui mettent en difficulté les politiques d'immigration du gouvernement, et qui peuvent donc aider fortement aux régularisations des sans-papiers.

François. J'ajoute à cela le côté festif, joyeux, créatif. C'est ce côté-là qui a aussi uni marcheurs et soutiens des différents comités d'accueil dans un sentiment de fraternité qui s'est ouvert sur des amitiés et aussi sur des perspectives de collaboration et de militantisme à venir pour le mouvement des sans-papiers.

Sissoko. Mon idée est que cette marche n'a été qu'une répétition en format réduit de ce qui attend le gouvernement, s'il continue sa politique raciste et néocolonialiste envers les sans-papiers. Un germe a été semé, et ce germe va se développer. D'autres et plus importantes marches de sans-papiers vont avoir lieu.

Depuis Saint-Bernard, tous les deux ou trois ans, il faut un événement d'éclat pour maintenir la visibilité de notre mouvement. Il y a eu, dans les dernières années, Cachan, puis l'occupation de la Bourse du travail en 2008. Tel était aussi l'objectif de cette marche, en cette année 2010. Ce n'est pas de notre faute, mais c'est là la seule réponse adéquate pour résister à la stratégie gouvernementale contre les sans-papiers. Car ce n'est qu'alors, au cours de ces événements, que le mouvement devient populaire et le gouvernement recule, lâche des régularisations.

En tout cas, il est clair que cette première offensive des sans-papiers doit être suivie par d'autres, aussi bien en France que sur le continent africain, si d'autres sommets de la FrancAfrique se tiennent dans un de ces pays.

Alors, nous serons soutenus, renforcés par toutes les associations d'anciens sans-papiers déboutés et reconduits dans leurs pays. Car les chefs d'État africains aussi doivent savoir qu'ils ne peuvent plus nous ignorer, qu'ils ne peuvent plus continuer à faire la politique des trois singes : yeux fermés, oreilles bouchées, bouches cousues. Ils doivent, et d'urgence, commencer à parler et à s'intéresser activement à leurs concitoyens qui sont et travaillent en France en qualité de sans-papiers. Je dis bien en qualité : car aujourd'hui, avec la politique actuelle du gouvernement français, être sans-papiers en France n'est pas un défaut, c'est une qualité.

(Propos recueillis le 25 juillet)

La Csp 75 a en projet la publication d'un livre sur la marche des sans-papiers Paris-Nice.

Toute personne ayant participé, soit comme marcheur, soit comme soutien à une étape quelconque du parcours, et qui souhaite fournir son témoignage, est priée d'envoyer tout matériel (écrits, photos, vidéos...) à la Csp 75.

Contact :

coordination75@gmail.com